



## **CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

### **DÉLIBÉRATION N° 64\_CC\_2019\_CCDS**

#### **RELATIVE À L'APPROBATION D'UN REGLEMENT D'ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS EN FAVEUR DES COMMUNES MEMBRES**

Séance du 29 août 2019

Date de convocation : 22 août 2019 - **2<sup>ème</sup> convocation**

L'an deux mil dix-neuf et le vingt-neuf août à dix-sept heures, le Conseil Communautaire convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle de délibérations de la Mairie de Kourou, sous la présidence de Monsieur François RINGUET.

#### **Conseillers communautaires présents :**

François RINGUET, Christian PITTA, Emilie VENTURA-CLET, France CLET-COURAT, Gilles DUFAIL, Jean-Etienne ANTOINETTE Claudine CAILLOT, Edgard CHOCHO, Patrick COSSET, Jean-Claude HORTH, René-Serge HORTH, Line LETARD, Justine MINDJOUK-SAIBOU

#### **Absents excusés ayant donné procuration :**

Didier BRIOLIN à Justine MINDJOUK SAIBOU  
Denis BURLLOT à Emilie VENTURA-CLET  
Vanessa BOIS-BLANC CHASE à Edgard CHOCHO  
Enrico WILLIAM à Christian PITTA  
Wansy JEAN-FORT à François RINGUET  
Céline ZULEMARO à France CLET-COURAT

#### **Absents non excusés :**

Stéphane Antoinette, Pierre HO-WEN-SZE, Sylvio BOCAGE, Françoise FREDOC, Eddy GABRIEL, Yamilé GUILLY, Marie JEAN-BAPTISTE, Annick LEVEILLÉ-ARON, Jean-Claude MADELEINE, Daniel MANGAL, Myriam MARIN, Armide MATTHIEU, Isabelle NIVEAU, Jacqy PIERRE-MARIE, Annie ROBINSON-CHOCHO, Cornélie SELLALI-BOIS-BLANC.

A été nommé Secrétaire de séance **Monsieur Christian PITTA**

#### **Membres du Conseil Communautaire ne formant pas la majorité des membres en exercice**

Le Président fait donner lecture du rapport de présentation :

« La Communauté de Communes des Savanes met en place un fonds de concours destiné à soutenir les projets d'investissement des Communes membres. Une enveloppe dédiée au fonds de concours est définie lors du vote du budget. Le versement du fonds de concours fera l'objet d'une convention conclue entre la CCDS et la Commune bénéficiaire afin de fixer notamment des règles en matière de communication, à la charge du bénéficiaire du fonds de concours.

Instaurés pour tous les EPCI à fiscalité propre par la loi Chevènement de 1999, modifiés en 2002 par la loi « Démocratie de proximité » et en 2004 par la loi « Libertés et responsabilités locales », les fonds de concours permettent à un EPCI d'apporter directement son financement à la réalisation d'un équipement. La loi du 12 juillet 1999 a encadré assez strictement le droit de recours à la technique du fonds de concours en requérant à la fois des conditions organiques et matérielles. Néanmoins, la loi du 13 août 2004, explicitée par diverses réponses ministérielles, a contribué assez largement à leurs simplifications.

Selon les articles L5214-16V, L5215-26 et L5216-5VI du Code général des collectivités territoriales, « *un fonds de concours peut être versé par une communauté de communes, une communauté d'agglomération ou une communauté urbaine à une ou plusieurs de ses communes, et réciproquement ..... et permet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement* ». La réglementation permet l'attribution de fonds de concours pour les opérations d'intérêt communal, sans lien avec une compétence exercée par l'EPCI. Concernant les dépenses d'investissement, elles ne peuvent qu'avoir trait à la réalisation (construction, réhabilitation ou acquisition) de l'équipement.

Un règlement d'attribution ad hoc est proposé pour formaliser les domaines d'interventions, les dépenses éligibles, ainsi que les modalités de répartition et de versement. Ce règlement figure en annexe de la présente délibération.



Selon le Code général des collectivités territoriales, l'octroi d'un fonds de concours nécessite les « *accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés* ».

La loi du 12 juillet 1999 instituant les fonds de concours n'avait pas indiqué de limite dans le montant du fonds de concours. Avec la loi du 13 août 2004 susmentionnée, le législateur a souhaité que le montant total ne puisse excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire. De plus, dans son article 10, le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 prévoit que « *le montant de subventions de l'Etat ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable envisagée par le demandeur* ». De ce fait, conformément à l'avis de la DGCL, lorsque l'Etat subventionne également l'opération, la demande d'aide financière devra faire état d'un plan de financement dans lequel le montant du fonds de concours devra en sus de la première condition, ne pas faire dépasser le montant des aides publiques de plus de 80% du montant total du financement. A fortiori, si l'Etat ne fait pas partie des financeurs du projet, ce seuil devient sans objet.

La répartition de l'enveloppe budgétaire annuelle pourra être adaptée autant que de besoin en fonction du nombre et des montants des projets présentés.

**En annexe :**

- Le projet de règlement ;
- Tableau synthétique de présentation du règlement d'attribution.

Aussi, je vous demande de bien vouloir en délibérer comme suit :

- **APPROUVER** la mise en place du règlement d'attribution de fonds de concours (joint en annexe) pour contribuer à financer des projets communaux ;
- **INDIQUER** que ce(s) fonds est(sont) abondé(s) chaque l'année et que leur(s) montant(s) et orientations pourront être modifiés chaque année ;
- **AUTORISER** le Président à signer toutes pièces relatives à cette affaire et à engager toutes les formalités y afférentes ;
- **DONNER**, mandat au Président pour **SIGNER** tout acte afférant à la présente délibération. »

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, modifiant l'article L5211-39-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5214-16,

Vu l'arrêté n°2154/SG/2D/1B/2010 de Monsieur le Préfet de Guyane du 23 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes Des Savanes ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes des Savanes ;

Vu la délibération n°54-CC/2016/CCDS, du 20 décembre 2016 relative à la révision et mise en conformité des statuts de la CCDS ;

Vu les articles L5214-16V, L5215-26 et L5216-5VI du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT la loi Chevènement de 1999, modifiés en 2002 par la loi « Démocratie de proximité » et en 2004 par la loi « Libertés et responsabilités locales », précisant que les fonds de concours permettent à un EPCI d'apporter directement son financement à la réalisation d'un équipement ;

Vu le rapport de présentation ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 18 juillet 2019 ;

Après en avoir délibéré,

À la majorité des membres présents

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** de son rapport à Monsieur le Président.

**ARTICLE 2 : APPROUVE** la mise en place du règlement d'attribution de fonds de concours (joint en annexe) pour contribuer à financer des projets communaux.

**ARTICLE 3 : INDIQUE** que ce(s) fonds est(sont) abondé(s) chaque l'année et que leur(s) montant(s) et orientations pourront être modifiés chaque année.

**ARTICLE 4 : AUTORISE** le Président à **SIGNER** toutes pièces relatives à cette affaire et à engager toutes les formalités y afférentes.

**ARTICLE 5 : DONNE** mandat au Président pour **SIGNER** tout acte afférent à la présente délibération.

**VOTE :**

**Nombre de conseillers en exercice : 35**

**Quorum : 18**

Nombre de conseillers présents : 13

Nombre de procurations : 06

Nombre de votants : 19

Pour : 13 (dont 6 procurations)

Contre : 02

Abstention(s) : 04

Fait et délibéré à Kourou, en séance publique, le 29 août 2019.

Pour extrait et certifié conforme

Pour le Président empêché,  
Le 2<sup>ème</sup> Vice-Président, par délégation,



**Stéphane ANTOINETTE**



**Joëlle JERSIER**

---

**De:** Tatiana RIBAL  
**Envoyé:** mercredi 11 septembre 2019 09:36  
**À:** Yalémi TIOUKA; Joëlle JERSIER  
**Objet:** TR: ACTES : Accusé de réception de la transmission d'un acte  
**Pièces jointes:** EACT--PREF973-200027548-20190911-6145.xml; 973-200027548-20190829-64\_CC\_2019\_CCDS-DE-1-2\_6126.xml

---

**De :** actes-dgcl-noreply@interieur.gouv.fr <actes-dgcl-noreply@interieur.gouv.fr>  
**Envoyé :** mercredi 11 septembre 2019 09:01  
**À :** tedetis109@e-legalite.com; elegalite@gmail.com; Tatiana RIBAL <Tatiana.RIBAL@ccds-guyane.fr>  
**Objet :** ACTES : Accusé de réception de la transmission d'un acte



## Accusé de réception

Acte reçu par: Préfecture de la Guyane

Nature transaction: AR de transmission d'acte

Date d'émission de l'accusé de réception: 2019-09-11(GMT+1)

Nombre de pièces jointes: 3

Nom émetteur: COMMUNAUTE DE COMMUNES DES SAVANES

N° de SIREN: 200027548

Numéro Acte de la collectivité locale: 64\_CC\_2019\_CCDS

Objet acte: RELATIVE A L'APPROBATION D'UN RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS EN FAVEUR DES COMMUNES MEMBRES

Nature de l'acte: Délibérations

Matière: 7.8-Fonds de concours

Identifiant Acte: 973-200027548-20190829-64\_CC\_2019\_CCDS-DE

---